

La guerre culturelle et civilisationnelle

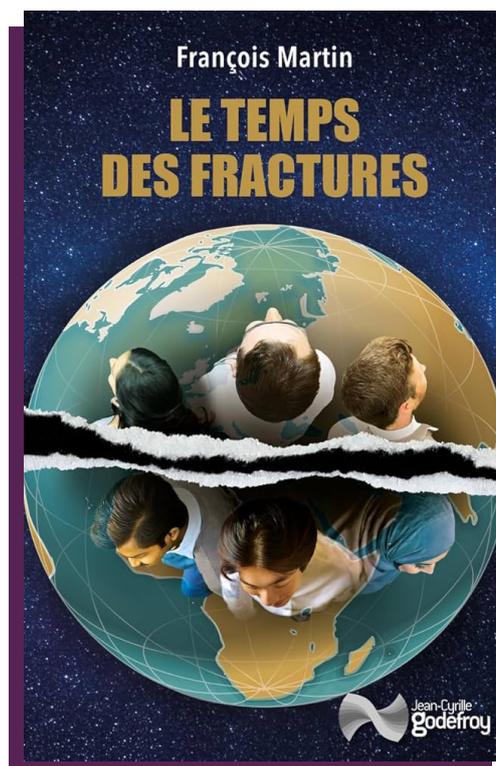


François Martin est géopoliticien, journaliste et essayiste, diplômé de l'ESSEC et de l'EMBA HEC, et auditeur de l'IHEDN et de l'INHESJ. Il a travaillé pendant 40 ans dans le commerce international de l'alimentaire sur plus de 100 pays et parle 6 langues. Il est Président du Club HEC Géostratégies et co-Président du Pôle Globalisation d'HEC Alumni. Il a cofondé, avec Paul-Marie Coûteaux, la revue *Le Nouveau Conservateur* et le Cercle Eleutheria.

“

La guerre culturelle et civilisationnelle est le fondement de toutes les autres. Plus encore que la guerre géopolitique ou économique, elle donne les raisons des grands affrontements. Elle est le résultat des oppositions les plus longues, celles issues de l'Histoire. Elle précède en général les guerres et perdure après elles. Elle est au cœur des mémoires des peuples. Elle est souvent la raison profonde pour laquelle ils se battent, en tout cas ceux qui ont une conscience historique et civilisationnelle, et c'est le cas des Russes, ô combien. Nous avons ici un grand exemple d'une « *ligne de fracture* » très ancienne et préexistante, que les raisons géopolitiques et économiques n'ont fait qu'ouvrir ou rouvrir.

”



▲ Catholicité et orthodoxie

Pour le comprendre, il faut partir de la réflexion de Jean-François Colosimo lorsqu'il rappelle que, depuis le concile d'Éphèse, en 431, et plus encore depuis le schisme de 1054¹, l'Europe occidentale est d'essence catholique, « *filie de Rome* », alors que l'Europe orientale, dont la Russie, est d'essence orthodoxe, « *filie de Byzance* ». Ces deux civilisations, bien que toutes deux chrétiennes et « *sœurs* », ne se sont pas toujours bien entendues tout au long de l'Histoire. Que l'on se rappelle les persécutions que subirent, de la part des orthodoxes, dans les Églises grecques-orthodoxes, ceux que l'on appelle les uniates², les catholiques de rite oriental. Ils ont été considérés comme des prosélytes, des dissidents et des traîtres. Les catholiques n'ont pas été en reste, comme le prouve le sac de Constantinople³ l'orthodoxe par les croisés catholiques en 1204.

En Ukraine aussi, la différence de culture entre l'Ouest catholique et l'Est orthodoxe est l'une des oppositions importantes du pays, sinon la principale. On se souvient que des hommes comme Bandera, né à Kalouch, en Galicie orientale⁴, une zone d'obédience catholique de l'Ukraine actuelle, anciennement austro-hongroise, ont exacerbé le nationalisme ukrainien à partir de leur haine des communistes, mais aussi, et tout autant, des Russes orthodoxes. C'est ce nationalisme radical de l'Ouest ukrainien qui a été poussé en avant, avec le soutien des USA, à partir du coup d'État de 2014, et c'est la suppression du russe comme langue officielle, mise en œuvre de cette haine radicale, dans un pays qui comptait près de 50 % de russophones, qui a causé l'explosion initiale, celle qui a conduit à la guerre civile de l'Est de 2014 à 2022, puis à la guerre actuelle.

On peut dire que, d'une certaine façon, l'Ukraine occidentale, ou au moins une partie, appartient à la « *sphère* » occidentale de culture catholique (et est attirée par elle), alors que l'Ukraine orientale appartient, quant à elle, au monde orthodoxe russe. C'est essentiel de le comprendre au plan local.

▲ Un Césaropapisme à l'est, une religion civile à l'ouest

Mais ce qui est surtout important au plan global, c'est l'évolution, au cours de l'Histoire, de ces deux « *mondes* » culturels, le catholique de l'Ouest et l'orthodoxe de l'Est. En effet, du côté de l'Est, mise à part la parenthèse communiste, le caractère autocéphale des Églises orthodoxes, et de ce fait, leur relative fragilité politique, a entraîné leur rapprochement avec les autorités politiques des pays où elles exercent, dans une forme de « *protectorat* ». C'est ce que l'on appelle le *Césaropapisme*, une configuration politique où le pouvoir politique met la main sur le pouvoir religieux⁵. Cette « *hybridation* » politico-religieuse, si elle a diminué l'indépendance des Églises orthodoxes, a eu cependant l'effet positif de conserver leur culture religieuse sous l'égide et la protection de l'État. Ces cultures sont donc « *naturellement* » spiritualistes et conservatrices. De même, leur conscience historique, issue des deux paramètres précédents, est extrêmement forte. Tout cela fait partie de leur construction sociale la plus profonde, de leur ADN même.

À l'Ouest, à l'inverse, la religion catholique a eu une destinée fort différente. En effet, à partir du XVI^e siècle, sous l'effet d'abord de la Renaissance, puis du protestantisme, puis des Lumières, du contractualisme anglais (Hobbes, Locke) et français (Rousseau), des sociologues allemands (Weber), puis des économistes libéraux anglo-saxons, puis de la pratique consumériste plus récente, l'Église a perdu peu à peu sa rude et longue bataille contre la modernité. De fait, cette dernière s'est construite très souvent non pas *avec*, mais *contre* la culture ancestrale catholique, comprenant extrêmement bien que l'Église, de doctrine et de tradition « *protectrice des pauvres* » et leur avocate, surtout dans les petits villages paysans, était le verrou qu'il fallait faire sauter en premier lieu pour déployer sans frein la sauvagerie économique au moment où le début de l'industrie promettait, avec la technologie naissante, la concentration du capital et l'ouverture des frontières, d'immenses profits. Mais ceci ne pouvait se produire qu'à condition que les classes paysannes soient livrées à elles-mêmes, abandonnées, paupérisées et prolétarisées⁶, à la merci des industriels pour en faire leurs ouvriers⁷.



Il faut bien comprendre que, pour la doctrine catholique, l'économie est au service du social. Ainsi, le catholicisme proclame comme premier principe celui de la « *destination universelle des biens* ». Cependant, par sagesse, cette doctrine reconnaît également le droit à la propriété privée. Elle ne fait donc pas du premier principe, le « *socialiste* », pas plus que du second, le « *libéral* », des absolus. De Gaulle, lorsqu'il prépare, en 1969, la réforme de la participation, fustige à la fois « *le libéralisme qui ne libère personne* » et « *le faux socialisme* ». Il veut une troisième voie, une alliance entre le capital et le travail, la participation. Il est conforme ainsi à la doctrine sociale de l'Église.

Cette « *mise en tutelle* » de l'économie par le social, qui empêche la liberté économique de devenir folle et totalitaire (ce que nous voyons aujourd'hui), est insupportable pour les bourgeoisies possédantes de ces époques qui, après s'être débarrassées du pouvoir féodal, veulent faire de même avec celui de l'Église, puis celui des aristocrates et celui du roi, afin d'ouvrir en grand la voie vers l'industrie à outrance et la spéculation financière sans frein. Après la Révolution, puis la remise au pas napoléonienne, elles auront accompli leur projet et dirigeront, en France en tout cas, un État oligarchique. Sans nécessairement le recours à des révolutions, ce mouvement sera, peu ou prou, le même dans toute l'Europe, et l'Église y sera partout l'ennemie, pour cette raison même.

Sous couvert de laïcité, qui devrait être une neutralité bienveillante, une « *différenciation* » des pouvoirs civils et religieux (et non une « *séparation* », ce qui n'a pas de sens), les États européens sont souvent en réalité, dans cette configuration de « *religion civile* » moderne rousseauiste, en proie à un laïcisme violemment anticatholique, de façon de moins en moins cachée. En Occident, à la différence de l'Orient, le Magistère catholique a progressivement *explosé*, à tel point qu'un pays autrefois très catholique comme la France ne compte aujourd'hui *pas plus de 3 % de catholiques véritablement pratiquants*. Pendant toute cette période, qui a duré près de six siècles, l'Église catholique ne s'est pas vraiment défendue. Elle a perdu à la fois son crédit et ses valeurs. Presque personne aujourd'hui, mis à part quelques pratiquants et quelques communautés vivaces nourries par leur foi, ne croit plus en elle. Elle vit une crise existentielle extrêmement profonde. Alors que le monde européen oriental reste culturellement très chrétien, le monde occidental est aujourd'hui très largement athée, matérialiste et progressiste⁸. Il l'est presque totalement au niveau de ses chefs, de ses élites et de ses leaders d'opinion.

Ceci a de multiples et très importantes conséquences.

Sur le plan de la civilisation, à la religion et à la tradition, à la fois spirituelle, naturelle et culturelle, qui prévaut dans l'Orient russe et dans de nombreux pays du monde⁹, s'est substituée en Occident une *religion civile*¹⁰, une sorte de religiosité générique, fédératrice, destinée à rassembler un maximum de citoyens dans une « *communauté imaginée* », où les relations sont gérées d'abord non par la nature ou la culture, mais par un *contrat social*. L'inventeur en est Jean-Jacques Rousseau.

De fait, cette notion est ambiguë et dangereuse, parce que ce qu'elle fait supposément procéder de la volonté des hommes (et non plus de la nature des choses) peut être un moyen, une ruse utilisée par certains, les plus forts évidemment, pour modifier à leur guise ledit « *contrat social* » et l'imposer en réalité à tous. De là toutes les dérives possibles, politiques et totalitaires (comme le communisme) tout autant qu'idéologiques (comme le *wokisme*).

De même (et c'était bien le but de ses promoteurs révolutionnaires), cette conception des personnes et des choses n'impose plus, comme la doctrine chrétienne le veut, que l'économie soit au service du Bien commun, de la société et des personnes. Paradoxalement, la notion de contrat social, apparemment « *socialiste* », mais en réalité libérée de toute injonction morale (elle fait de l'appartenance au contrat social la base de la morale), se marie parfaitement, bien mieux que la religion catholique, avec une doctrine de la liberté et de l'enrichissement. Il est donc naturel que progressivement, et contrairement aux promesses d'un tel système, les rapports entre forts et faibles se soient dégradés, et que la « *démocratie* », base théorique du contrat social, ait été détournée pour fournir en réalité un alibi au service des plus puissants. Le contrat social se transforme donc naturellement soit en une société socialiste, où l'impératif de protection par l'État prédomine, ce qui justifie sa domination, parfois totalitaire, sur le peuple, soit au contraire en une société ultra-libérale, où la puissance économique d'une oligarchie prédomine, ce qui justifie toutes les dérives et les injustices sociales. On observe que, dans certains pays, les deux modèles coexistent, la France en étant un exemple. Les dérives de l'un ou l'autre modèle sont d'autant plus extrêmes que, la religion, la morale, la nature des choses et la tradition ayant été « *mises au placard* » sous prétexte de modernité, aucun garde-fou n'existe plus pour arrêter la folie paroxystique de ces pouvoirs.

La suppression, à l'Ouest, du modèle traditionnel, naturel et chrétien, pour le remplacer par un modèle moderne, athée et artificiel, ouvre donc la boîte de Pandore et fait sortir un certain nombre de démons.

▲ À l'Ouest, la société de l'argent-roi

En premier lieu, l'argent et le marché : débarrassée du « syndrome de Cain », qui fait fuir celui-ci après la question que Dieu lui pose : « Qu'as-tu fait de ton frère ? », la société occidentale est une société de l'argent-roi. De fait, on constate qu'aujourd'hui, bien loin du « kunda » sénégalais précédemment évoqué, presque toutes les relations sociales, qu'elles soient familiales, ou professionnelles, sont « mangées » par les impératifs économiques. Les rapports au temps, aux personnes, aux gens modestes, aux enfants et aux vieillards, à la pauvreté, à la gratuité et aux « valeurs » emblématiques de sincérité, de fierté et de « panache », de patience, de service, d'attention dans les familles et dans les couples, d'amitié toute simple, sont aujourd'hui perverties au profit d'un mélange d'immédiateté, de pulsion et d'émotionnel, toujours plus exacerbés, qui favorisent, grâce à la publicité, le réflexe d'achat. En même temps, les promoteurs de la « nouvelle société » tendent à détruire méthodiquement ce qui reste d'organisation sociale, familiale et culturelle, pour faire de l'homme moderne un individu désaffilié, déstructuré et déraciné, sans libre arbitre, sans bon sens, sans rationalité et sans méfiance, à la merci de l'information et du divertissement « fast food » avec lesquels on le gave, et des produits qu'on lui propose.

Dans cette société oligarchique que nous avons construite, la famille n'est plus utile. Elle est même néfaste, puisqu'elle représente, de très loin, le plus gros investissement collectif qui doit être fourni par la communauté nationale, tant au sein des familles qu'au niveau de l'État, pour générer, préparer et former la génération suivante. Pour la « société marchande », le désinvestissement familial permet de « libérer », pour les acteurs et pour l'État oligarchique, des sommes gigantesques qui seront bien plus utiles à l'investissement dans les « pépites » de demain ou à la spéculation de « l'économie casino », où les profits seront rapides, et privés et non publics. Et tant pis si ce système ne permet plus de payer les retraites, car la répartition, dans un tel contexte, n'a pas plus de sens. C'est la capitalisation qui prendra sa place, pour ceux du moins à qui le système aura permis de capitaliser. Les machines, l'importation de pays à bas coût et l'immigration suppléeront avantageusement aux générations manquantes et, de toute façon, les opportunités d'évasion financière internationale sont telles que les plus riches sauveront toujours leur épargne, quoi qu'il arrive et quelle que soit par ailleurs la situation du pays.

De même, l'investissement dans le maintien des infrastructures, ou dans une politique énergétique, permettant de conserver sur son sol une énergie abondante et bon marché, base du développement¹¹, n'ont plus de sens. Bien au contraire, tout désinvestissement de ces contraintes nationales (mais qu'est-ce que la nation ?) permettra de « libérer » de nouvelles capacités bien plus « liquides ». Comme dans une exploitation forestière aux mains d'une jeune génération cynique et cupide, le fait d'investir chaque année de moins en moins pour planter de jeunes arbres, mais de continuer à couper et à vendre toujours autant, si cela finit par tuer l'exploitation familiale ancestrale, permettra en tout cas de transformer le capital végétal en bon argent fongible, et tant pis si la forêt faisait vivre plusieurs milliers de bûcherons et leurs familles.

Cette société occidentale progressiste a besoin d'autres fondamentaux. À part l'homme désaffilié et transformé en machine à travailler et à consommer, il lui faut des frontières ouvertes, le plus possible, ainsi que la disparition, à terme, des États, des « machins » nuisibles, uniquement propres à empêcher le « doux commerce », soit consommée, sauf lorsqu'ils servent, à bon escient, à empêcher les révoltes populaires. Il faut une concentration du capital telle que l'on puisse facilement sauter sur les opportunités économiques, « pépites » ou au contraire « charognes » bon marché, toutes opérations dont on cherchera un profit de revente rapide et à court terme, plutôt qu'une trajectoire durable et une utilité sociale. Il faut aussi, quelque part, des sources de travail à bas prix, et des lieux qui acceptent la pollution sur leur sol afin que l'on puisse présenter à ses clients des produits propres et attrayants. Avec la Chine, on a tout ce qu'il faut sur ce plan. « Last but not least », il faut un système d'information permettant de transporter avec la plus grande vitesse et de stocker de façon parfaite des masses gigantesques de données. Tout cela, le marché en dispose aujourd'hui. C'est ce que l'on appelle la mondialisation¹². Et l'on comprend bien que, pour les nouveaux hommes d'affaires, ceux qui ont accès au capital, aux relations et à l'information confidentielle, celle qui permet de savoir avant les autres ce qu'il convient d'acheter ou de vendre, les perspectives d'enrichissement sont aussi extraordinaires à leurs yeux que celles qui se dessinaient pour les investisseurs partenaires de la Caisse d'escompte dirigée par Necker en 1783, peu avant la Révolution, lorsqu'ils regardaient l'avenir de l'époque et ses immenses opportunités, et rêvaient de la destruction des contraintes de l'État, qui rendraient cet enrichissement possible.

On voit donc que, dans nos sociétés occidentales, les stratégies qui sont poursuivies par nos États et par les oligarques qui les pilotent sont parfaitement logiques. Elles sont conformes aux standards exprimés à Davos ou dans les conseils et ONG dirigés par Georges Soros. Nous, les peuples, n'y avons aucune place et aucun rôle, à part celui d'obéir aux injonctions que l'on nous impose et d'acheter les produits que l'on nous propose. Ces stratégies créent, en tout point, l'organisation économique et sociale propre à maximiser la seule chose qui compte : l'argent.

▲ À l'Est, la protection de la religion et de la culture par le pouvoir

En Russie, l'organisation sociale dérivant du système césaropapiste n'a pas permis que la religion, la culture, la tradition et le sens de l'Histoire soient dévastés par l'argent et le marché. L'État n'a pas abdiqué en leur faveur. Le pouvoir politique a tenu à assumer avec beaucoup plus d'autorité qu'en Occident sa mission d'ordre social, auquel le marché est tenu d'être soumis. Ainsi, il entend que les forces économiques et les oligarques¹³ soient contenus, et que le développement se fasse de façon plus contrôlée et plus progressive. Pour y parvenir, les libertés individuelles ont été restreintes, mais conformément à la célèbre phrase de Lacordaire¹⁴, le peuple russe, dans sa grande majorité (et mis à part, certainement, les plus grandes bourgeoisies et les jeunes qui en sont issus, qui rêvent du modèle occidental qui les favoriserait plus encore), ne s'est pas laissé abuser par les fausses promesses de libertés, qui ne sont en réalité destinées qu'à ceux qui ont les moyens de les exercer.

Ils savent que, si Poutine n'était pas là, leur sort serait infiniment plus difficile, car les fauves sortiraient de leurs cages, où Poutine les tient enfermés, et dépèceraient le pays. Les plus âgés ont déjà vécu une telle période, à l'époque d'Eltsine (1992-1998), celle du libéralisme débridé prôné par les Américains. Ils ont vu ce qu'il en a été, pendant cette décennie de l'enfer, du peuple russe : une division par deux du pouvoir d'achat, un immense appauvrissement, et un enrichissement éhonté des oligarques. Ils ont vu comment Poutine, l'homme fort, les a matés, et ce qu'il a fait de la Russie en vingt ans de pouvoir : une croissance moyenne du PIB, malgré de nombreuses crises, de 4 % par an, un excellent système éducatif et technologique, le développement d'une classe moyenne importante, malgré des restes de grande pauvreté, un très grand développement des matières premières et,

avant tout, des hydrocarbures. Enfin, un État revenu au premier plan à l'international et qui résiste, politiquement et militairement, à l'Occident tout entier.

En comparaison, ils peuvent juger de ce qu'ont fait, en Ukraine par exemple, les hommes faibles amis des oligarques, qui ont mis le pays en coupe réglée et causé le départ de 15 millions de sa population entre 1991 et 2020, à cause de la pauvreté¹⁵. Ainsi les exclamations de nos intellectuels et journalistes de plateaux TV du style « *Je préfère vivre en France plutôt qu'en Russie !* » n'ont pas lieu d'être. Elles procèdent, comme souvent, d'une analyse hypocrite. En fait, la vraie question n'est pas celle-là, car chaque pays a son propre système, adapté ou non à ses propres contraintes. La vraie question devrait être : « *Que serait la Russie si Poutine n'était pas là ?* » Seuls les naïfs et les menteurs peuvent affirmer que la démocratie s'y installerait comme par miracle et fonctionnerait correctement. En vérité, chacun sait que deux scénarios auraient cours : soit, avec un dirigeant faible, une nouvelle « *décennie de l'enfer* » libérale, comme à l'époque d'Eltsine (c'est ce que les USA espèrent), soit, avec un va-t-en-guerre au pouvoir, une oppression interne encore bien pire, et à l'extérieur un embrasement mondial qui ne serait pas loin. Les Russes savent bien tout cela. Dans leur grande majorité, ils savent gré à Poutine de les avoir sortis de l'enfer économique pro-occidental, et ils n'ont pas envie d'y retourner. Ils sont heureux qu'il maintienne l'équilibre politique interne entre nationalistes et libéraux. Enfin, ils sont satisfaits qu'il soit ferme et qu'il les protège sur le plan international. Pour cette raison, ils lui conservent dans leur très grande majorité leur confiance, avec une popularité qui, aujourd'hui, frise les 80 %. Nous avons beau jeu de faire la fine bouche, avec les taux de confiance de nos propres dirigeants !

Mais la fracture religieuse et celle du rapport État/marché ne sont pas les seules. Trois autres encore sont fort importantes : la fracture historique, la fracture anthropologique, et celle de la sexualité.



▲ La fracture historique

Nous autres Européens, nourris par la « *protection* » américaine, l'abêtissement culturel et la société de consommation propres au progressisme, avons perdu tout sens de la perspective historique. Ceci est conforme au « *plan* » décidé pour nous par nos oligarques occidentaux : ne plus savoir réfléchir. Contrairement à nous, les Russes, nourris de leur culture, sont imbibés de leur Histoire et de leur passé. Si nous semblons déjà les avoir oubliés, eux-mêmes ont encore en mémoire les terribles drames de la dernière guerre. Ils savent que ce sont eux, en réalité, qui ont payé le prix fort, avec 24 millions de morts, et qui ont eu la « *peau* » des infâmes Nazis dans les terribles batailles de Stalingrad (du 17 juillet 1942 au 3 février 1943) et surtout de Koursk (du 5 juillet au 23 août 1943), après lesquelles le potentiel de la Wehrmacht a été brisé. Ils ont été extrêmement choqués par le fait que, après 2014, les Occidentaux n'ont plus souhaité les inviter aux cérémonies du Débarquement en Normandie ni daigné se rendre à Moscou pour celles de la victoire russe, le 9 mai. Nonobstant les désaccords politiques qui ont cours, cela ne devrait pas exister. Cela constitue en réalité l'humiliation la plus grande et la grossièreté la plus indigne qui se puissent concevoir au regard des sacrifices consentis par la Russie et des résultats obtenus. Nous n'avions pas le droit de faire cela, car l'Histoire est plus grande que la politique.

De même, le choix, fin janvier 2023, consistant à envoyer des chars allemands en Ukraine n'aurait jamais dû être fait. Comment les gouvernements européens ont-ils pu, au regard de l'Histoire, accepter de prendre une telle décision ? Comment se fait-il qu'aucun dirigeant européen, quelles que soient les pressions américaines, ne se soit levé pour dire : « *Ce n'est pas possible !* » ? En vérité, on comprend bien que le faible Olaf Scholz, l'opposé de la forte Merkel, s'est fait piéger par son « *partenaire* » américain. Soumis à la pression des Anglais, des Polonais et autres va-t-en-guerre européens, il savait bien la honte qui serait la sienne si une telle décision était prise, mais il n'osait pas dire non. Ayant vu que Biden, lors de la visite de Zelensky à Washington le 21 décembre dernier, lui avait refusé les chars lourds, il s'est cru assez malin pour faire savoir qu'il ne livrerait ses chars Léopard que si les USA faisaient de même avec leurs Abrams. Il pensait s'en sortir ainsi. Il s'est cru très subtil, mais trop content d'enfoncer le coin un peu plus encore et, il l'espère, une bonne fois pour toutes entre Allemands et Russes, Biden s'est dépêché d'accepter, ce qui a mis l'Allemagne dans une situation impossible.

Car quel effet cela pourra-t-il faire aux soldats russes qui combattent aujourd'hui dans l'Ukraine de l'Est, et aux opinions russes, lorsqu'ils verront arriver les chars allemands descendants de ceux qui ont tué tant de leurs parents, pour les bombarder aux endroits mêmes où les batailles ont eu lieu en 1944 ? Quelle serait la réaction des Israéliens s'ils étaient un jour attaqués par quelque pays que ce soit, avec un tel matériel vendu au belligérant par l'Allemagne ? Certainement, l'opprobre contre l'Allemagne serait universel. Pourquoi, ici, n'est-ce pas le cas ? À la première question, interrogé par André Bercoff, le grand reporter Régis Le Sommier, de retour du Donbass, répond en disant : « *Contrairement à ce que l'on dit, les soldats russes sont ultra motivés. Sur le champ de bataille, ils revivent la Deuxième Guerre mondiale¹⁶* ». Comment pourrait-il en être autrement ? Et comment avons-nous pu perdre à ce point le sens de notre propre Histoire ?

▲ La fracture anthropologique

Plus grave encore est, peut-être, la fracture anthropologique. En effet, du fait de l'abandon, en Occident, de la religion et de la vision de l'Homme qu'elle offrait aux hommes depuis deux mille ans, pour la remplacer par une philosophie prométhéenne, où toute personne est et n'est que ce qu'elle veut bien être, collectivement ou personnellement, nous avons effacé tous nos propres repères, de sorte que, véritablement, nous ne *savons plus qui nous sommes*. L'embryon est-il un enfant ? Lorsque nous voulons admettre l'avortement (pour des raisons de détresse psychologique de la mère) jusqu'au dernier jour de la grossesse, lorsque nous voulons constitutionnaliser l'avortement, lorsque nous voulons, au lieu de porter nos anciens et nos malades jusqu'à leur fin naturelle, légaliser l'euthanasie, où commence l'Homme et où finit-il ? Où commence l'Homme « *potentiel* » ou réel, l'Homme « *digne* » ou « *indigne* » de vivre, et qui doit le décider ? Nous ne le savons pas. L'animal a-t-il une âme, est-il « *humain* » ? Et si oui, le cafard et le chimpanzé le sont-ils au même titre ? Nous-mêmes, ne sommes-nous que des animaux, et sinon, que sommes-nous ? Nous ne le savons pas. Nonobstant le fait que nous devons nous servir de la nature avec sagesse, celle-ci est-elle ou non à notre service ? Avons-nous le droit de l'utiliser pour nos besoins ? Nous ne le savons pas. Sommes-nous des hommes et des femmes, ou bien des êtres bizarres qui pouvons, selon notre propre volonté (et à tout moment ?), changer de « *genre* », cette notion inventée de toutes pièces et que nous avons si facilement

avalisée ? Nous ne le savons pas. Les droits des hommes et des femmes (une question apparemment idiote au vu de celle du genre...) sont-ils égaux ou différents ? Les couleurs de peau donnent-elles des droits égaux ou différents ? Nous ne le savons pas. La mort est-elle la fin inéluctable de notre route ou non ? Nous ne le savons pas. Y a-t-il quelque chose après ou non ? Nous ne le savons pas, et nous ne voulons surtout pas le savoir.

Cette *crise anthropologique*, qui n'a jamais existé sous une telle forme dans l'Histoire humaine, est l'un des événements les plus graves auxquels nous ayons été confrontés. Elle se développe chez nous, au sein de notre monde occidental. Nous semblons vouloir essayer de vivre avec, de nous en accommoder, comme si nous ne nous rendions pas compte que si nous ne savons plus qui nous sommes, un immense précipice s'ouvre sous nos pieds, où la folie et la disparition nous sont promises.

En Russie et dans le reste du monde, ce « *nauffrage de l'Occident* » sous l'effet de son propre orgueil et de sa folie est peut-être la principale raison de la rapidité avec laquelle les autres peuples s'éloignent de nous, horrifiés. Après les deux guerres mondiales, chez les dirigeants du tiers-monde et, quels que soient par ailleurs les différends politiques entre nous du fait de la décolonisation, prévalait encore une sorte d'admiration pour le modèle de société très équilibré, à la fois efficace et humaniste, que nous avions bâti. Cette admiration a aujourd'hui disparu. Les autres peuples ne veulent pas nous suivre sur la voie folle de la « *déconstruction sans reconstruction* » de nous-mêmes. Ils restent globalement attachés à la vision de l'Homme traditionnelle qui était la nôtre et que nous avons abandonnée. On peut penser que cette fracture, dans laquelle, en réalité, c'est l'Occident qui s'est isolé face au reste du monde, est un facteur qui accélère puissamment la solidarité des autres peuples avec la Russie et le « *découplage* » futur du monde. En effet, aucun de ces peuples, qui connaissent les USA par cœur, ne sont dupes de la fable du « *méchant Poutine* » et des « *gentils Ukrainiens* » sauvés par « *l'amitié occidentale* » et son « *combat pour la liberté* » que l'on nous serine si complaisamment à longueur d'émissions. Il serait temps que nous regardions ce que pensent de nous les autres peuples, et pourquoi nous ne les intéressons plus.

▲ La question centrale de la sexualité

La fracture sexuelle est la dernière, mais pas la moins importante, de celles qui séparent le monde progressiste de l'Ouest et le conservatisme russe de l'Est.

En effet, sous couvert d'intimité, la sexualité est en réalité la question *la plus politique qui soit* au monde, puisqu'elle détermine le comportement social, qu'il soit tourné vers la famille, l'éducation, la transmission, ou qu'il soit orienté vers la satisfaction des envies, des pulsions et des besoins individuels. Pour cette raison, sous couvert de féminisme ou de « *droits LGBT* », elle fait en réalité l'objet d'une *furieuse bataille politique*. Elle représente, d'une certaine façon, le « *vaisseau amiral* » du plan de conquête progressiste sur le monde dont a besoin le marché pour son expansion sans frein.

Il convient d'apporter ici une précision. On a l'habitude en général – et c'est une erreur grave – de confondre *principes et comportements*. Toute société doit fonctionner avec des principes et des règles, faute de quoi elle disparaît. Par contre, et sauf si cette société est totalitaire, les comportements non conformes aux principes ne sont pas pour autant forcément répréhensibles. Seuls certains, ceux dont la transgression menace vraiment l'ordre social, comme le meurtre ou le vol, le sont. D'autres ne le sont pas. Par exemple, la sincérité est un principe de vie. Il est évident que le fait de traquer et de punir systématiquement le mensonge aurait des conséquences pires que le fait de ne pas le faire. Mais le fait que les comportements non conformes aux principes soient répandus ou même très répandus n'annihile pas pour autant le principe. Ce n'est pas parce qu'il y a beaucoup de mensonges qu'il faudrait affirmer que la sincérité n'a pas de valeur pour autant¹⁷ ni que le mensonge devrait être proclamé comme un principe. On ne peut pas se prévaloir des comportements pour changer les principes. Les deux procèdent de notions différentes.

Par rapport à cela, une très grande différence s'est faite entre l'Est et l'Ouest.



▲ Sexualité reproductive ou récréative ?

À l'Est, le *principe* (nous ne parlons pas des comportements) qui prévaut est resté celui d'une sexualité *reproductive* et familiale. Ceci est conforme à la nature animale dont nous faisons partiellement partie, reprise par la doctrine chrétienne, et aussi par toutes les autres grandes religions. En effet, il faut se rappeler que le terme « *d'organes sexuels* » est impropre, car un organe est représenté par sa fonction. Le terme propre est « *organes génitaux* » ou « *appareil reproducteur* ». Nous sommes déterminés comme tels par la nature et, là aussi, pas seulement par notre propre volonté. Nos sociétés sont organisées sous cette forme depuis que l'homme existe, et c'est cette « *mécanique* » sociale qui détermine l'éducation et la transmission, qui permettent aux générations de se suivre et de se remplacer. Vouloir modifier ce principe est donc un acte extrêmement grave, qui remet en cause l'existence même de la société humaine. Prétendre ne plus savoir si le principe de la sexualité est ou non la reproduction fait partie des très graves « *amnésies anthropologiques* » dont nous avons déjà parlé, et qui nous entraînent droit vers l'abîme. Il est à remarquer que l'immense majorité des habitants de la planète Terre partagent cette vision des choses, sage et traditionnelle. Nous sommes, par rapport à cela, des apprentis sorciers ultraminoritaires.

Si ce principe fait parfaitement consensus à l'Est et aussi au Sud, il n'en est pas de même à l'Ouest.

Dans nos sociétés occidentales progressistes, la puissance phénoménale du marché a fait très rapidement et récemment évoluer les choses, dans le sens de la promotion effrénée d'une sexualité purement *récréative*, « *libre-service*¹⁸ ». En effet, du comportement sexuel dérive directement le comportement social. Orienter le comportement sexuel, c'est diriger le comportement social. Selon le type de sexualité que l'on promeut, c'est un type de société ou un autre, très différent, que l'on dessine. Si le comportement sexuel reste majoritairement « *naturel* », « *familial* », centré autour de la conception et l'éducation des enfants, alors toutes les préoccupations, y compris le travail des parents, visent à leur bien-être et à leur promotion. L'enfant, la jeunesse, la nouvelle génération restent le centre de toutes les attentions sociales, politiques et économiques. Le corps social est alors, à proprement parler, une communauté, dont tous les membres ont les mêmes valeurs et le même but ultime. C'est le « *kunda* » sénégalais. Cette communauté est, dans ce cas, à la fois altruiste dans son fondement et solide dans son organisation, puisque

les désirs, envies et préoccupations restent « *canalisés* » et maîtrisés par les besoins et obligations familiales. La consommation reste essentiellement une consommation « *modérée* », pilotée par le besoin et non par le désir. C'est l'antithèse, évidemment, de la société que souhaite le marché et ses oligarques occidentaux.

Lorsque, à l'inverse, le comportement sexuel est « *libertaire* », « *libre-service* », les préoccupations du corps social sont alors majoritairement centrées sur l'assouvissement du désir individuel et du divertissement. L'enfant restant à la marge du projet sociétal global, les désirs sociaux sont d'abord, non pas communautaires et altruistes, mais personnels et matérialistes : le sexe, le pouvoir et l'argent sont les « *valeurs* » sociales principales. On a affaire à une société d'individus régie soit par des règles, soit par une anomie apparente, qui matérialise en réalité la loi du plus fort, mais pas à une communauté de personnes aux objectifs communs.

Sur le plan économique, on est, à proprement parler, dans une société *ultra libérale*, dont le principe est la réponse au désir sans limites et non pas au besoin. La différence est capitale. On comprend mieux pourquoi, en Occident, les puissances économiques poussent tant qu'elles le peuvent dans le sens de la « *libération* » sexuelle, raison pour laquelle la publicité la met autant en scène. Il est en effet essentiel pour elles d'imposer au corps social une philosophie de « *liberté* » aussi large et « *dogmatique* » que possible, toute restriction de ce principe représentant un risque de retour à une mentalité sage, de « *bon père de famille* », et à une consommation « *saine* », « *raisonnable* », plus solide sans doute, mais moins profitable.



Les comportements sexuels « *familiaux* » représentent ainsi, d'une certaine façon, le « *lit* » du fleuve économique, qui le maintient dans ses limites et l'empêche de déborder. À l'inverse, détruire les rives du fleuve, en faisant un principe de la promotion de la sexualité « *libre-service* », permet d'exacerber l'individualisme économique et de faire « *déborder* » la consommation. Nous en voyons les effets tous les jours. Derrière les idéologies libertaires, c'est en réalité l'enjeu économique qui est prioritaire et recherché. Tant pour les forces libérales que libertaires, briser l'ordre naturel des choses est un objectif majeur.

Ces enjeux sont si importants pour le marché qu'une bonne part de ses stratégies, menées par les lobbies qui le représentent, sont orientées dans ce sens. Après les attaques préparatoires du « *droit à la liberté des comportements* » et de la « *non-discrimination* », la bataille politique porte aujourd'hui sur l'équivalence des principes et des normes sociales entre toutes les formes de sexualités, d'où la promotion d'événements comme les « *Marches des fiertés* », de la démentielle « *théorie du genre* », ou même de l'enseignement du genre et des sexualités « *alternatives* » dans les écoles¹⁹. Ceci se fait par la confusion volontaire entre principes et comportements, ces lobbies voulant faire, à partir de l'évolution de certains comportements, mis en avant et exacerbés, un prétexte pour imposer un changement des *principes* naturels qui gouvernent la sexualité dans tout le règne animal, c'est-à-dire la reproduction. Derrière la « *déconstruction* » de la sexualité naturelle, qui est l'un de leurs leitmotivs, c'est en réalité un immense projet totalitaire qui a cours : la destruction méthodique de l'Homme et de l'anthropologie.

Un corollaire de ce projet de destruction de l'anthropologie concerne la « *guerre des sexes* », ou « *guerre des couples* », aujourd'hui mise en œuvre par les mouvements féministes. Il s'agit de présenter la relation hommes/femmes comme intrinsèquement violente, l'homme étant par nature un prédateur sexuel, et même un prédateur tout court, et la femme sa victime. Dans cette affaire, un contresens est fait, volontairement bien entendu. En effet, dans la nature, chez les mammifères en particulier – et la nature humaine n'y fait pas exception –, les mâles sont en général (pas toujours, mais en général) plus forts physiquement que les femelles. Ceci a une fonction : protéger la cellule familiale. En effet, la femelle étant naturellement fragilisée par le fait de la gestation, puis de l'éducation première des petits, a l'utilité d'un mâle plus fort pour les défendre, et elle recherche cette qualité chez ses partenaires. Dans les parades amoureuses, c'est bien cet élément qui est le critère principal des femelles pour choisir tel ou tel mâle. La virilité chez l'homme, faite

d'une certaine forme d'agressivité positive et maîtrisée, est donc une qualité *naturelle*, recherchée souvent par les femmes et complémentaire de leur féminité, faite souvent de plus de séduction et de douceur, pour composer les ingrédients les plus propres à la protection de la famille. Le contresens et l'hypocrisie consistent dans cette affaire à retirer l'enfant du contexte de l'analyse, et donc à considérer la différence physique et psychologique entre hommes et femmes comme une opposition et non pas comme une complémentarité ayant un but déterminé. C'est un piège très grossier. En attendant, s'installe peu à peu dans les mentalités occidentales l'idée que la relation hommes/femmes est intrinsèquement toxique du fait des hommes, et que la notion de virilité est par essence négative et dangereuse, et qu'elle doit être combattue socialement et politiquement.

Tout ceci, tant la « *guerre des sexes* », avec à la clef la négation de la virilité, que l'équivalence, sur le plan des principes, entre les sexualités reproductive et récréative, représente évidemment pour le monde russe, orthodoxe et conservateur, et aussi pour une immense majorité des peuples et des États du reste du monde, un « *non possumus* ».

▲ La haine absolue de l'Occident pour Poutine ne provient pas de son régime, mais de son refus catégorique du progressisme

Ce refus est certainement l'une des bases de la véridique haine que les faiseurs d'opinions occidentaux, très militants par rapport à la philosophie progressiste actuelle, et en particulier sa composante sexuelle²⁰, ont pour les familles, les conservateurs, le christianisme en général et Poutine en particulier, bref, pour tous ceux qui résistent à la société de la « *viande hachée* », détruite, sans forme, sans goût, sans structure et sans lois, celle du « *fast food* » culturel et social qu'ils veulent absolument mettre en place. Cette résistance culturelle et civilisationnelle, Poutine l'incarne au plus haut point. « *Jamais de Gay Pride à Moscou* », cela ne peut pas lui être pardonné, et pas plus le fait que la Constitution russe précise que la famille est composée d'un père, d'une mère et d'enfants, alors que la nôtre constitutionnalise l'avortement. Ce sont des points sur lesquels les opinions russes suivent Poutine *le plus massivement*. Lorsqu'ils disent qu'ils sont les derniers

remparts de la civilisation occidentale, lorsqu'ils traitent notre monde moderne de « *satanique* », nous ne devons pas être étonnés. Il faut bien comprendre la profonde fracture qui s'est fait jour entre l'Occident et une grande partie du monde, représenté aujourd'hui par la Russie, à cause, en réalité, du « *fanatisme sexualiste et familial* » imposé par nos lobbies, et si passivement accepté par nos opinions.

Et ce fanatisme qui est le nôtre est aussi l'une des raisons les plus importantes pour lesquelles la plupart des pays du monde, conservateurs dans leurs valeurs, y compris dans leur conception naturelle et familiale de la sexualité, ont suivi la Russie dans ce conflit plutôt que la petite « *bulle* » occidentale.

En résumé, il faut bien se rendre compte que la guerre culturelle et civilisationnelle est en réalité la plus importante de toutes. Au-delà de tous les reproches que l'on peut faire à son régime, la Russie représente aujourd'hui le dernier reste de la civilisation chrétienne que les peuples du monde ont admirée, par-delà les conflits et les divergences, anciens et modernes. La haine totale des leaders occidentaux contre Poutine en particulier, et contre les Russes en général, matérialisée par la férocité actuelle de l'implication américaine, par celle des élites intellectuelles et médiatiques européennes, et par celle des combats en Ukraine, est à la mesure de la bataille absolue que mènent, à travers le vocable de « *progressisme* », en réalité le marché et ses oligarques, les prédateurs planétaires, devrait-on dire, Soros, Schwab et les autres, avec l'appui d'États occidentaux faillis et dramatiquement aux ordres, pour la conquête du monde. Pour sauver l'Occident, le vrai, et pour sauver le monde, il ne faut certainement pas que la Russie s'effondre. Les Russes le savent, ils ont conscience de mener une bataille eschatologique. Le reste des pays du monde entier l'a compris et les soutient. Mais nous, qui jouons ici et maintenant notre survie, ne le voyons même pas, et ne voyons pas que les Russes se battent contre nous, pour nous délivrer en réalité de nos propres poisons. C'est peut-être le plus tragique de toute cette affaire.

L'autre conclusion, c'est que les divergences culturelles entre les Russes (et le reste du monde avec eux) et nous (l'Occident) sont tellement grandes qu'il n'y aura pas de solution intermédiaire possible. Si les guerres militaire, diplomatique, commerciale et même géopolitique peuvent peut-être trouver un règlement de compromis, la guerre culturelle ne le pourra pas. Au bout du compte, l'une des deux idéologies, le conservatisme ou le progressisme, fera disparaître l'autre. Et cette guerre-là durera cinquante ans.

Bibliographie

- ¹ Voir : *Séparation des Églises d'Orient et d'Occident* Wikipédia ([wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).
- ² Voir : *Églises catholiques orientales* Wikipédia ([wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).
- ³ Le nouveau nom de Byzance après sa refondation par Constantin Ier en 330.
- ⁴ En 1772, après le premier partage de la Pologne, la Galicie orientale est rattachée à l'Empire d'Autriche puis, à partir de 1867, à l'Autriche-Hongrie, jusqu'en 1918. Après la guerre entre la Pologne et la Russie soviétique, la Paix de Riga attribue la Galicie orientale à la Pologne. En septembre 1939, à la suite du pacte germano-soviétique, elle est occupée par l'Armée rouge, puis annexée par l'URSS, et une partie de la population polonaise est déportée en Sibérie. De 1941 à 1944, le district de Galicie est occupé par l'Allemagne nazie. Après la Deuxième Guerre mondiale, elle redevient soviétique et est rattachée à l'URSS. Bandera lui-même, né le 1er janvier 1909, est le fils d'un prêtre gréco-catholique, donc Uniate. Il incarne à la perfection cette animosité entre catholiques et orthodoxes dans cette partie du monde.
- ⁵ L'inverse étant la théocratie, une configuration politique où le pouvoir religieux met la main sur le pouvoir politique. Le plus typique est le « *régime des mollahs* » en Iran.
- ⁶ Ainsi, lorsque la Révolution française vend les biens de l'Église et des nobles émigrés, elle refuse de morceler les parcelles, afin que celles-ci ne puissent être achetées par de petits paysans, mais seulement par de grandes fortunes bourgeoises. De même, elle interdit à ces mêmes paysans de se syndiquer. Ils sont donc, d'une façon ou d'une autre, exclus du processus. Par ailleurs, elle ne met jamais en œuvre l'indispensable réforme agraire, réclamée par certains, comme Gracchus Babeuf, et elle finit par lui couper la tête en 1797, pour qu'il cesse de la réclamer. En réalité, personne ne la veut, car le mouvement révolutionnaire est largement une opération de prédation d'origine essentiellement bourgeoise et non pas populaire, destinée à préparer les conditions de l'industrie naissante et très prometteuse. Et son anticatholicisme forcené en est le préalable. Cf. Jean Dumont *L'Église au risque de l'Histoire*, Éditions de Paris, 2005 et *La Révolution française ou les prodiges du sacrilège*, Critérian, 1993, ou encore Régine Pernoud, *Histoire de la bourgeoisie en France*, t. 2, Seuil, 1960.
- ⁷ Ce processus consistant à détruire d'abord la paysannerie pour préparer l'essor de l'industrie est un « *modèle* » qui a prévalu dans de nombreux pays. Le meilleur exemple est la Chine. Un autre cas est la Turquie.
- ⁸ Il existe en Occident des pays qui sont globalement conservateurs, comme la Hongrie ou la Pologne. Mais ils sont trop petits pour influencer le « *Magistère* », qui reste essentiellement anglo-saxon.
- ⁹ Ainsi par exemple, en wolof, au Sénégal, le mot « *kunda* » désigne à la fois la famille proche, la parentèle (la famille au sens large) et le quartier. Il n'y a pas de différence entre communauté culturelle et familiale, et c'est la base de la société.
- ¹⁰ Avec le césaropapisme et la théocratie, la religion civile est la troisième forme d'altération du rapport entre le religieux et le politique.
- ¹¹ L'auteur est issu de deux générations d'ingénieurs des Ponts coloniaux. À l'époque, le Directeur des Travaux publics du Maroc était considéré comme le troisième personnage le plus important du pays, après le roi et le gouverneur. On savait, à ce moment-là, que l'investissement dans les infrastructures était la base de tout développement.
- ¹² Avec un mot théorique et piégé, alors qu'il recouvre une réalité très concrète : les comportements de prédation internationaux.
- ¹³ Qui n'en sont plus, stricto sensu, à partir du moment où ils n'ont plus le pouvoir politique.
- ¹⁴ « *Entre le riche et le pauvre, entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère* ».
- ¹⁵ Voir : *Démographie de l'Ukraine* Wikipédia ([wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).
- ¹⁶ Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=GaNYlE5RuBA>.
- ¹⁷ Ce devrait même être le contraire !
- ¹⁸ Voir : François Martin, « *PMA pour toutes : bienvenue à Gattaca* », *Valeurs actuelles*, 25 octobre 2019.
- ¹⁹ Avec récemment, en France, une stratégie nouvelle visant à présenter des drag queens aux enfants. La méthode est toujours la même : provoquer pour susciter l'indignation, puis se servir de l'indignation pour se victimiser.
- ²⁰ Ils sont l'un des éléments importants du système de prédation sur les peuples mis en place par le marché.